

Sans transition !

La revue engagée du local au global

AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Sans transition !

7 N°13 // SEPT. 2018

CAHIER SPÉCIAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



JEAN MORIN
« Faire régresser le
devoir économique »

SOURIEZ

VOUS ÊTES PROTÉGÉS

BIODIVERSITÉ

Grenoble part
en conquête

ÉGALITÉ

Un toit et un
emploi à Aurillac

ARCHITECTURE

Bâtir sobre
et frugal

NANOPARTICULES

Vers une interdiction ?

L 13705 - 13 - F: 5,50 € - RD



CANTAL

Un toit et un emploi pour les mal-logés d'Île-de-France

Par Sonia Reyne

À Aurillac, dans le Cantal, le programme Un toit, un emploi, permet à des habitants d'Île-de-France de rompre avec le mal-logement et d'habiter dans des appartements proposés par un bailleur social. Le gain pour le territoire ? De la main-d'œuvre, là où plusieurs professions sont en tension.

DES FRANCILIENS pour les métiers en tension

Par Sonia Reyne

En région parisienne, de nombreuses personnes rencontrent des difficultés pour trouver un logement. De son côté, la commune d'Aurillac, dans le Cantal, traverse une pénurie de main-d'œuvre. L'association d'insertion Aurore et le bailleur social Polygone ont mis en place le programme Un toit, un emploi, qui propose un logement à des familles d'Île-de-France, mais aussi un accompagnement vers l'insertion et l'emploi.

Depuis 2014, Un toit, un emploi propose à des Franciliens précarisés et mal-logés de s'installer dans le Cantal, à Aurillac.



© Ville d'Aurillac

« **E**ntre juin 2015 et décembre 2017, grâce à ce projet, nous avons accueilli à Aurillac vingt-et-une familles, soit quarante-huit personnes, adultes et enfants », détaille Pascal Polonais, chef de service d'Aurore à Aurillac. Né il y a environ quatre ans,

le programme Un toit, un emploi part d'une double réalité. D'abord, le constat du mal-logement en Île-de-France : « 36 000 personnes sont hébergées tous les jours à l'hôtel par le Samu social », rappelle Jean-François Roux, directeur administratif et financier de Polygone. Ensuite, à plusieurs centaines de kilo-

mètres de là, à Aurillac dans le Massif central, « nous sommes quasiment au plein emploi, avec un taux de chômage inférieur à 6 % », explique Pascal Polonais. Cependant, la population active est en baisse et les métiers du bâtiment, des transports et de l'hôtellerie sont en tension et manquent de main-d'œuvre. L'association d'insertion Aurore et le bailleur social Polygone se sont associés pour résoudre ce problème : ils proposent à des Franciliens de s'installer à Aurillac et les accompagnent pour trouver un logement et un emploi. « Les familles franciliennes intéressées viennent découvrir la ville pendant une semaine, puis ils repartent à Paris pour réfléchir, précise Pascal Polonais. Et lorsqu'elles décident de s'installer, elles choisissent un appartement. » L'association les aide également dans toutes leurs démarches administratives.

« UNE VIE SIMPLE, AU CALME »

Quelques célibataires, des familles monoparentales et des couples avec enfants ont sauté le pas et se sont installés dans le Cantal. Avec cette forme innovante de prise en charge, Aurore s'adapte à l'évolution de la précarité et de l'exclusion.

Mesti Tamani est entrée dans ce programme après avoir été conseillée par l'association SOS femme battue. « Je voulais démarrer une nouvelle vie et élever mon fils dans une ville calme, dans laquelle il aurait une bonne éducation, explique-t-elle. Je ne me sentais pas bien dans une grande ville. » Subissant des violences conjugales, elle s'était réfugiée chez sa tante : « Mais je n'étais pas chez moi. » L'association Aurore a pris le relais pour aider Mesti Tamani à mettre en place sa nouvelle vie. À Aurillac,



© S. Reyno

Pascal Polonais,
chef de service
de l'association
Aurore à
Aurillac.

tout a changé : l'école pour son fils de cinq ans, Dayssam, est à cinq minutes à pieds. Son travail, qu'elle exerce à temps partiel, est à vingt minutes de son logement. « Je peux me construire une vie simple, au calme. Et le samedi, mon fils peut aller au judo », explique-t-elle.

« Au total, 60 % des adultes accueillis travaillent ou sont en formation », constate Pascal Polonais. À Aurillac, la population jeune et active baisse : depuis 2009, la tranche d'âge allant de 30 à 44 ans a diminué en proportion de 17 %. Le taux de chômage reste cependant très faible et d'ici 2020, près de 1500 personnes vont partir à la retraite. « Il existe des besoins en main-d'œuvre pour des postes demandant un faible niveau de qualification », ajoute Pascal Polonais.

« C'EST GRAND, JE SUIS BIEN, ICI »

Certains nouveaux arrivants travaillent en CDD, comme Mesti Tamani. D'autres sont déjà en CDI ou en intérim, comme Jacques Datt, 58 ans, plombier, qui s'est installé dans la région à la fin du mois de mars. « J'ai passé dix ans en Espagne et, comme je n'ai pas cotisé pendant



© Polygone

JEAN-FRANÇOIS ROUX : « *Polygone veut être un acteur engagé* »

Propos recueillis par SR

Jean-François Roux est le directeur administratif et financier de Polygone, bailleur social qui fournit les logements dans le cadre du programme Un toit, un emploi.

Pourquoi Polygone s'est-il lancé dans le programme Un toit, un emploi ?

Notre raison d'être est de construire, mais nous essayons aussi de cultiver d'autres valeurs. D'abord, l'innovation : la démarche Un toit, un emploi est une expérimentation sociale. Ensuite, l'engagement, car nous souhaitons être un acteur engagé dans les territoires où nous intervenons.

Est-ce que beaucoup de logements sont vacants à Aurillac ?

La vacance chronique, c'est-à-dire dépassant les trois mois, existe. Mais elle est relativement faible et ne représente que 3 % des logements vacants. C'est principalement la rotation de l'occupation des logements qui permet de proposer

facilement des locations. C'est une différence majeure avec les organismes franciliens, où le taux de rotation est très faible : de l'ordre de 6 %, quand il est de plus de 15 % à Aurillac.

Quel bilan tirez-vous de ce programme ?

Une petite trentaine de familles ont été accueillies mais, pour quatre d'entre elles, la greffe n'a pas pris. Deux familles ont gagné en autonomie et ne sont plus suivies.

Quels sont les objectifs pour les mois à venir ?

Nous sommes en phase de recherche de crédits, et nous répondons aussi à des appels à projets dans le but d'essaimer dans d'autres territoires, comme le Lot et la Lozère.



cette période, je dois encore travailler, explique-t-il. Je suis venu en immersion durant une semaine et j'ai trouvé une mission d'intérim. Lorsque je suis rentré à Paris, j'ai dit à l'association que j'étais très motivé et pressé de commencer. »

Jacques traverse à grandes enjambées son appartement : « *C'est grand, je suis bien ici, sourit-il. Je n'ai pas eu le temps de meubler toutes les pièces, parce que je travaille tout le temps depuis que je suis arrivé.* » Et il y a de la surface : il vit maintenant dans 70 m² « *pour un loyer qui payait à peine 14 m² en région parisienne* ».

Le bailleur social qui fournit les habitats, Polygone, est à la tête de près de 5 000 logements locatifs, répartis sur six départements ruraux : l'Aveyron, le Cantal, la Corrèze, le Lot, la Lozère et le Puy-de-Dôme. Avec son siège social dans le Cantal, l'entreprise enregistre un développement important : 3 000 logements familiaux ont été créés ces vingt dernières années. Le parc locatif est confortable et lui permet de proposer un large éventail d'appartements aux Franciliens, lors de leur arrivée à Aurillac.

« ICI, MON ÉPOUSE TRAVAILLE, ET MOI AUSSI »

D'autres adultes entrent en formation lorsqu'ils arrivent dans le Cantal. Athula Wittanage, un Srilankais qui exerçait la profession de journaliste dans son pays, suit maintenant une formation de boulanger-pâtissier, après un passage à l'École de la 2^e chance. Avec sa femme Palika et son fils, ils sont l'une des premières familles à avoir tenté l'aventure. « *À Paris, nous avons vécu pendant plus d'un an à trois dans une chambre. Nous étions sans emploi. Ici, mon épouse travaille et moi*



© S. Reynie

Depuis qu'il est arrivé à Aurillac, Jacques Datt n'a pas connu de période de chômage.

aussi », explique l'ancien journaliste, qui dit avoir fui des persécutions. Dans le Massif central, il a rapidement trouvé un contrat de travail de quelques mois. Reste encore à perfectionner la maîtrise de la langue : « *Apprendre le français est difficile, mais les gens sont très accueillants* », précise-t-il. Le transfert de la capitale à la province semble être réussi : en plus de toutes ces



© S. Reynie

Mère célibataire, Mesti Tamani voulait donner « une bonne éducation » à son fils.

activités, Athula Wittanage s'est aussi mis à animer des ateliers artistiques. L'intégration par l'exemple.

+ D'INFOS

aurore.asso.fr
www.polygone-sa.fr



© DR

FRANÇOIS AUBERT :

« Dans les zones rurales, chômage et manque de main-d'œuvre se rencontrent »

Propos recueillis par NT

François Aubert est professeur d'économie à AgroSup Dijon, et chercheur dans un laboratoire mixte avec l'Inra. Selon lui, l'organisation de la société se concentre maintenant entre les métropoles, zones de création de forte valeur ajoutée, et les zones périurbaines, où vivent les travailleurs. Les zones rurales, elles, restent peu attractives.

Qu'est-ce qui prédomine dans les territoires ruraux : le chômage ou le manque de main-d'œuvre ?

C'est une caractéristique française : dans le monde rural, on retrouve la concomitance des deux phénomènes. Mais elle y est accentuée, parce qu'il y a moins de monde, et donc moins d'offre et de demande. Il y a deux points à retenir : d'abord, il y a beaucoup d'espaces ruraux où il y a peu de chômage. Mais c'est parce que les chômeurs sont partis et ont déménagé. La deuxième caractéristique se trouve au sein des entreprises rurales. Compte tenu du fait qu'on ne trouve pas la personne adaptée au poste et que, réciproquement, un chômeur ne trouve pas de poste qui corresponde à sa qualification, on hésite moins à recruter qu'en ville, et on forme sur le tas. La conséquence, c'est que le salarié a moins de mobilité, car son savoir-faire n'est pas transposable ailleurs.

Est-ce que les entreprises, en même temps que les habitants, ont tendance à aller vers les métropoles, plus attractives ?

Il y a deux phénomènes : d'abord, les secteurs à forte valeur ajoutée, comme le tertiaire, sont dans les milieux urbains denses, où il y a beaucoup d'interaction, notamment avec les universités. Dans les petites villes, on a des structures plus traditionnelles, avec en plus des réductions de

moyens. Ensuite, en même temps, la société est plus dispersée sur le territoire. La tendance est nette : la population va davantage vivre dans les zones périurbaines. On a un déplacement quotidien de population : on peut l'observer tous les matins aux entrées des grandes villes. Ce qui est positif derrière cela, c'est qu'il y a une création d'activité dans ces zones rurales qui profitent de l'attractivité des grandes agglomérations, avec des créations de petits centres commerciaux, de maisons de santé...

Est-ce qu'on observe un déplacement de population des métropoles vers des territoires ruraux, pour y trouver un autre mode de vie ou des opportunités de travail différentes ?

Dans les statistiques, on n'arrive pas à les observer. Nous savons qu'il existe des gens qui partent avec de nouveaux projets de vie et qui en plus ont la capacité à créer leur activité, mais il n'y en a pas beaucoup. Car il y a une nécessité de croiser des entrepreneurs, d'avoir un capital, un réseau. Mais je pense qu'il faut voir les quelques exemples qu'on a comme un signal faible, avec une volonté de vivre moins vite, de changer de mode de vie... La réussite est possible, mais elle est conditionnée à un accompagnement important.